

L'explosion de la violence est le premier signe d'un retour à la barbarie

Sans parler de Marseille, devenue le théâtre d'affrontements sanglants quotidiens et qui tente de détrôner Ciudad Juarez au hit parade de la violence, deux drames récents viennent d'illustrer le naufrage de notre société décadente, incapable d'assurer la sécurité des citoyens dans leur vie quotidienne. A Marignane c'est un sexagénaire, qui perd la vie en tentant courageusement d'arrêter deux braqueurs. A Nice c'est un bijoutier, exaspéré d'être à nouveau victime d'un braquage, qui tue un de ses agresseurs en fuite. On pourrait penser que ces deux affaires ne sont pas comparables, puisque dans un cas la victime est un innocent, alors que dans l'autre cas c'est un délinquant qui est abattu. Pourtant, elles sont le résultat de trente années de laxisme et de renoncement permanent d'un Etat faible, qui a totalement capitulé face aux voyous et a littéralement perdu le contrôle de la situation. On peut philosopher pendant des heures, victimiser les voyous et rendre la société responsable, invoquer la crise, le chômage, la perte de repères, le déracinement ou la précarité, comme se plaisent à nous le rabâcher nos sociologues et autres bien pensants de tout poil. Mais il n'en demeure pas moins que le véritable responsable de ce désastre national, qui s'aggrave de jour en jour, reste l'Etat, un Etat avachi incapable d'affirmer son autorité et d'assurer la sécurité, qui laisse des pans entiers de la république devenir des zones de non droit. Il est incontestable qu'au delà des beaux discours musclés devant les caméras, les gouvernements successifs n'ont jamais eu le courage et la volonté de restaurer l'ordre républicain dans le pays.

Quand 100000 peines de prison ferme ne sont pas accomplies faute de place dans les prisons et qu'on légifère pour libérer

quelques milliers de prisonniers supplémentaires, quand plus de 80% des délinquants arrêtés sont des multirécidivistes « bien connus des services de police », quand la légitime défense n'est plus reconnue puisqu'il faut d'abord avoir été blessé par son agresseur avant de pouvoir riposter, quand ce même agresseur a le droit de porter plainte contre sa victime, en renversant ainsi la responsabilité de l'agression avec la bienveillance d'une justice démissionnaire, il ne faut pas s'étonner que la délinquance explose et que deux Français sur trois ne se sentent plus en sécurité nulle part. Dans un monde où les citoyens ne peuvent plus circuler en toute sécurité, les mots liberté, égalité, fraternité sont devenus vides de sens. En fait, l'explosion de la violence dans une démocratie avancée, est le premier signe d'un retour à la barbarie. Nous vivons depuis trente ans un immense bond en arrière de notre société.

Jacques Guillemain